

OPINION INDIVIDUELLE DE M. LE JUGE RANJEVA

Concordance entre les demandes du Nicaragua et l'objet de l'arrêt — Décision intérimaire au fond ou arrêt sur une exception préliminaire — Déclaration de validité du traité de 1928 — Statut des trois îles et clôture du différend — Intimités des liens entre le fond et le droit procédural — La double demande du Nicaragua: possessoire et pétitoire — Cumul d'actions dans l'exception colombienne — Caractère non exclusivement préliminaire de l'exception de la Colombie — Risque de conflit de décision relatif à l'exercice de la compétence — Article VI du pacte de Bogotá et article 36, paragraphe 2, du Statut — Insuffisance de motivation sur l'exclusion de la clause optionnelle.

1. Dans son mémoire, le Nicaragua demande au principal à la Cour:

«1) de dire et juger que la République du Nicaragua a la souveraineté sur les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, ainsi que sur les îlots et cayes qui en dépendent;

.

4) de dire et juger que le traité Bárcenas-Esguerra signé à Managua le 24 mars 1928 était nul, et en particulier ne pouvait fonder en droit les prétentions de la Colombie sur San Andrés et Providencia...».

La Colombie, dans sa première exception préliminaire, demande à la Cour de dire et de juger que:

«1) en vertu du pacte de Bogotá, et en particulier de ses articles VI et XXXIV, elle n'a pas compétence pour connaître du différend qui lui est soumis par le Nicaragua au titre de l'article XXXI et déclare ce différend terminé...».

Au paragraphe 90, le présent arrêt dit que:

«la Cour juge qu'elle peut, à ce stade de la procédure, considérer comme tranchée la question des trois îles de l'archipel de San Andrés expressément nommées au premier paragraphe de l'article premier du traité de 1928. Cette question [la souveraineté sur les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina] a été réglée par le traité.»

2. La concordance et l'identité de l'objet apparaissant immédiatement au lecteur non averti, la Cour a fait droit en rejetant ces deux demandes du Nicaragua. On pourra faire observer que ce n'est pas par une action ou un prononcé direct que la Cour a accédé à la demande de la Colombie, mais par voie d'exception. Au vu des demandes principales, la Colombie aurait pu solliciter *in limine* une décision confirmative, aussi

SEPARATE OPINION OF JUDGE RANJEVA

[Translation]

Correspondence between Nicaragua's requests and the subject-matter of the Judgment — Interim decision on the merits or judgment on a preliminary objection — Declaration of the validity of the 1928 Treaty — Status of the three islands and ending of the dispute — Closeness of links between the merits and the procedural law — Nicaragua's dual claim: possessory and petitory — Combination of actions in Colombia's objection — Colombia's objection not of an exclusively preliminary character — Risk of conflict of decisions on the exercise of jurisdiction — Article VI of the Pact of Bogotá and Article 36, paragraph 2, of the Statute — Inadequate grounds for exclusion of the optional clause.

1. In its Memorial, Nicaragua requests the Court, in the main proceedings, to adjudge and declare that:

“(1) the Republic of Nicaragua has sovereignty over the islands of San Andrés, Providencia, and Santa Catalina and the appurtenant islets and cays.

.

(4) the Bárcenas-Esguerra Treaty signed in Managua on 24 March 1928 was not legally valid and, in particular, did not provide a legal basis for Colombian claims to San Andrés and Providencia”.

Colombia, in its first preliminary objection, requests the Court to adjudge and declare that:

“(1) under the Pact of Bogotá, and in particular in pursuance of Articles VI and XXXIV, the Court declares itself to be without jurisdiction to hear the controversy submitted to it by Nicaragua under Article XXXI, and declares that controversy ended”.

Paragraph 90 of this Judgment states that:

“the Court finds that it can dispose of the issue of the three islands of the San Andrés Archipelago expressly named in the first paragraph of Article I of the 1928 Treaty at the current stage of the proceedings. That matter [sovereignty over the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina] has been settled by the Treaty.”

2. The correspondence and similarity in terms of subject-matter being immediately obvious even to an uninformed reader, the Court has made its decision to reject these two claims by Nicaragua. It may be pointed out that the Court has not upheld Colombia's request by means of a direct action or ruling, but by dealing with it as an objection. In view of the submissions in the main proceedings, Colombia could have requested

bien de la validité du traité de 1928 que de la dévolution des trois îles à la Colombie. La Cour aurait pu prononcer un jugement avant dire droit au fond, à caractère intérimaire sous certaines conditions: si les deux Parties étaient d'accord, si l'une des Parties demandait une telle décision et si le Statut et le Règlement l'autorisaient. Mais la défenderesse n'a pas agi de la sorte; elle a choisi la voie de l'exception préliminaire de l'article 79 du Règlement. A la première exception de la Colombie, le présent arrêt répond en tranchant une partie du principal, s'agissant de la souveraineté sur les trois îles et de la validité du traité de 1928. La présente décision n'a cependant pas un caractère définitif, car elle ne tranche pas tout le litige et ne statue pas sur toutes les demandes au principal.

3. La première exception préliminaire de la Colombie a-t-elle un caractère exclusivement préliminaire? A cette question, la Cour a retenu une réponse affirmative. Le jugement admet ne rencontrer aucun obstacle juridique à l'exercice de sa compétence. Pour ce dire, l'arrêt a choisi une option en limitant à la délimitation maritime le seul et véritable objet du différend entre les Parties. Le traité de 1928, en reconnaissant la souveraineté de la Colombie sur les trois îles, a mis un terme au différend, au point qu'un prononcé sur la validité ou la nullité éventuelle du traité de 1928 ne saurait s'imposer en ce qui concerne la délimitation maritime sollicitée. Faute de différend et du fait du règlement conventionnel du statut territorial des trois îles, il n'y aurait donc plus lieu de statuer sur la quatrième demande principale.

4. Sur le plan formel et textuel, la concordance négative entre les demandes au principal et les conséquences directes de l'arrêt amène à un réexamen de la jurisprudence de la Cour, telle qu'elle a été fixée dans les affaires dites de *Lockerbie*:

«Cette exception s'attache à de multiples aspects du litige... [L]e Royaume-Uni tente d'obtenir de la Cour une décision de non-lieu qui mettrait immédiatement fin à l'instance. Or, en sollicitant une telle décision, le Royaume-Uni en sollicite en réalité au moins deux autres, que le prononcé d'un non-lieu postulerait nécessairement ... pour la Cour ... les droits de la Libye au fond seraient non seulement touchés par une décision de non-lieu rendue à ce stade de la procédure, mais constitueraient, à maints égards, l'objet même de cette décision. L'exception soulevée par le Royaume-Uni sur ce point a le caractère de défense au fond. De l'avis de la Cour, cette exception fait bien plus qu'«effleurer des sujets appartenant au fond de l'affaire».» (*Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1998, p. 28-29, par. 50.*)

a confirmatory decision *in limine* both on the validity of the 1928 Treaty and the attribution of the three islands to Colombia. The Court could have delivered a preliminary interim finding on the legal merits, in certain circumstances: if the two Parties were in agreement, if one of the Parties requested such a decision, and if the Statute and the Rules of Court allowed it. However, the Respondent did not act in that way; it chose the path of preliminary objections, pursuant to Article 79 of the Rules of Court. The present Judgment responds to Colombia's first objection by deciding part of the main proceedings, concerning sovereignty over the three islands and the validity of the 1928 Treaty. However, this decision is not a definitive one, since it does not settle the whole of the dispute or rule on all the claims made in the main proceedings.

3. Does Colombia's first preliminary objection possess an exclusively preliminary character? The Court has answered this question in the affirmative. It sees no legal obstacle to prevent it from exercising its jurisdiction. To arrive at this finding, the Judgment has chosen to regard maritime delimitation as the only real subject of the dispute between the Parties. The 1928 Treaty, by recognizing Colombia's sovereignty over the three islands, put an end to that dispute, so there is no need for a ruling on the validity or possible nullity of the 1928 Treaty with regard to the maritime delimitation that has been requested. In the absence of a dispute, and the territorial status of the three islands having been settled by treaty, there is consequently no reason to adjudicate on the fourth submission.

4. In formal and textual terms, the lack of correspondence between the submissions and the direct consequences of the Judgment leads one to reflect on the jurisprudence of the Court, as established in the *Lockerbie* cases:

“That objection relates to many aspects of the dispute . . . [T]he United Kingdom seeks to obtain from the Court a decision not to proceed to judgment on the merits, which would immediately terminate the proceedings. However, by requesting such a decision, the United Kingdom is requesting, in reality, at least two others which the decision not to proceed to judgment on the merits would necessarily postulate . . . The Court therefore has no doubt that Libya's rights on the merits would not only be affected by a decision, at this stage of the proceedings, not to proceed to judgment on the merits, but would constitute, in many respects, the very subject-matter of that decision. The objection raised by the United Kingdom on that point has the character of a defence on the merits. In the view of the Court, this objection does much more than ‘touch[ing] upon subjects belonging to the merits of the case’.” (*Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*, *Preliminary Objections, Judgment*, *I.C.J. Reports 1998*, pp. 28-29, para. 50.)

La Cour a relevé que c'est par voie d'exception que le Royaume-Uni a, de manière indirecte, demandé une réponse qui concernait les droits du demandeur au principal et aurait mis fin à l'instance et au différend. Si la Cour statuait sur l'exception du Royaume-Uni, selon laquelle les résolutions du Conseil de sécurité ont privé de tout objet les demandes de la Libye, elle statuerait inmanquablement sur le fond; telle aurait été la conséquence, que l'exception britannique fût accueillie ou écartée. Or, en invoquant l'article 79, le défendeur a mis en œuvre une procédure qui vise précisément à empêcher la Cour de ce faire. Elle a retenu le caractère non exclusivement préliminaire en raison non pas des effets de la décision sur le fond du litige, mais du fait que la décision disposerait du fond des droits en litige dans le cadre d'une procédure incidente sur les questions de compétence et de recevabilité.

5. En la présente espèce, le problème est de savoir si, en clôturant le débat sur la validité du traité de 1928, le jugement de la Cour ne statuait pas de manière incidente au fond sur les demandes du Nicaragua. Il est évident que la délimitation territoriale impliquait au préalable une réponse sur le statut territorial des îles. Or, l'exception de la Colombie visait à empêcher la Cour de le faire, c'est-à-dire de discuter des dispositions de fond du traité dont le Nicaragua contestait la validité et soutenait la nullité. Le problème était alors double: la demande en nullité du traité et le blocage d'une telle adjudication par le recours à l'article 79 du Règlement.

6. La remise en cause de la validité du traité de 1928 est étroitement liée au statut territorial des îles de l'archipel de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, mais elle est présentée comme une demande autonome dans la stratégie nicaraguayenne. Un Etat peut-il être questionné par voie judiciaire sur les fondements de ses titres territoriaux? Le problème tient au fait que le Nicaragua a, de manière explicite, affirmé limiter à la seule dimension de la compétence son argumentation sur la nullité et réservé de nouveaux moyens complémentaires sur la même question pour la phase du fond. Or, ni la Partie défenderesse ni la Cour ne l'ont interpellé sur ce point alors que deux causes de nullité ont été invoquées: la coercition et la violation des dispositions constitutionnelles. En disposant *in limine* et de manière apparemment définitive de la question de la nullité du traité de 1928, la décision de la Cour a été prise au mépris de la règle du contradictoire.

7. La Cour aurait pu faire droit à une telle exception non exclusivement préliminaire si, d'une part, une action abusive du demandeur avait existé, notion discutée, voire inexistante, dans le Statut et le Règlement de la Cour, et si, d'autre part, le défendeur au principal avait soutenu un tel argument. Ces deux conditions présumées ne sont pas remplies en l'espèce. A supposer qu'une telle action existât en droit international, elle n'a de sens que, pour autant qu'au préalable les droits au fond soient établis, elle ne peut pas avoir un caractère exclusivement préliminaire. L'abus de procédure consisterait à tenter de rouvrir devant le juge une

The Court pointed out that, by raising an objection, the United Kingdom was indirectly seeking a reply which concerned the rights of the Applicant in the main proceedings and which would have put an end to the proceedings and the dispute. If the Court ruled on the objection by the United Kingdom, according to which the resolutions of the Security Council had rendered the Libyan claims without object, it would inevitably be ruling on the merits; that would have been the consequence whether the British objection had been upheld or rejected. However, by invoking Article 79, the Respondent set in train a procedure which is designed precisely to prevent the Court from doing this. It found that the objection did not possess an exclusively preliminary character, not because of the effects of the decision on the merits of the dispute, but because the decision would dispose of the merits of the rights at issue, in the context of a procedure relating to questions of jurisdiction and admissibility.

5. In the present case, the issue is whether, by closing the debate on the validity of the 1928 Treaty, the Court was not ruling incidentally on the merits of Nicaragua's claims. Clearly, the territorial delimitation first entailed a response concerning the territorial status of the islands. However, Colombia's objection sought to prevent the Court from giving one, in other words from discussing the substantive provisions of the Treaty whose validity Nicaragua was contesting, maintaining it to be null and void. The problem was then twofold: the claim that the Treaty was null and void, and the blocking of such a finding by the use of Article 79 of the Rules of Court.

6. The questioning of the validity of the 1928 Treaty is closely linked to the territorial status of the islands in the archipelago, San Andrés, Providencia and Santa Catalina, but it is presented as an independent claim in Nicaragua's strategy. Can a State be challenged, through the courts, as regards the basis for its territorial titles? The problem stems from the fact that Nicaragua explicitly stated that its arguments on nullity were confined solely to the jurisdictional debate, and reserved further complementary arguments on the same issue for the merits phase. But neither the Respondent nor the Court has questioned it on that issue, whereas two grounds for nullity have been invoked: coercion and the violation of the treaty provisions. By ruling *in limine* and, it would seem, definitively on the question of the nullity of the 1928 Treaty, the Court's decision has been taken without regard for the rule of procedural fairness.

7. The Court could have upheld such an objection without an exclusively preliminary character if, on the one hand, the Applicant had brought an improper action — a debatable notion, indeed a non-existent one, in terms of the Statute and the Rules of Court — and if, on the other, the Respondent in the main proceedings had put forward such an argument. These two presumed conditions were not met in the present case. Assuming that such an action might exist in international law, it can only be of such a kind, in so far as the rights on the merits are established in advance, that it cannot have an exclusively preliminary character. It

question déjà résolue et à remettre en cause les droits constatés. La remise en cause du fondement même de ces droits devient alors une question connexe au fond du droit; elle ne se limiterait pas seulement à en effleurer le fond, mais toucherait le fond même du droit du demandeur. Le droit d'action devant la Cour étant de base consensuelle, c'est le consentement des parties qui ouvre à la Cour la voie de l'exercice de sa compétence.

8. En traitant comme étant exclusivement préliminaire la première branche de la réponse à la première exception préliminaire afférant au statut territorial des trois îles pour le règlement par voie conventionnelle du différend y afférant, l'arrêt dispose incidemment au fond de la quatrième demande du Nicaragua. L'arrêt a tranché directement la question de la validité du traité au stade des exceptions préliminaires. Opposer l'article XXXIV du pacte de Bogotá pour déclarer le différend terminé était concevable si la nullité dudit instrument pour vices de fond n'était pas sollicitée comme étant une demande formelle autonome. La démarche analytique de caractère formaliste suivie dans l'arrêt ne reflète pas fidèlement l'économie générale de la demande du Nicaragua: l'arrêt, en effet, n'examine pas les rapports véritables entre la première et la quatrième demande.

9. Le Nicaragua, dans sa première conclusion, demandait à la Cour de protéger sa possession. La demande faite au juge est de trancher la question du possessoire: sa souveraineté sur les trois îles, et les îlots et cayes qui en dépendent, et ce, dans le cadre d'un chef de demande indépendant du point de savoir s'il est titulaire d'un titre juridique valide ou non. Or, en l'espèce, l'action possessoire du Nicaragua était accompagnée d'une action pétitoire. Au principal, le demandeur met en cause le fond du droit: en réclamant la nullité du traité de 1928, le Nicaragua sollicite de la Cour une réponse à la double question suivante: existe-t-il un titre territorial et qui en est le titulaire? Car le même traité de 1928 serait revendiqué par la Colombie comme titre juridique sur San Andrés, Providencia et Santa Catalina.

Le Nicaragua a cumulé deux actions. A cette demande, la Colombie opposait une action pétitoire négative, à savoir la reconnaissance implicite, au stade de la procédure incidente, de la validité du traité de 1928 par la Cour, pour que la conséquence en fût déduite: la clôture du différend entre les Parties, pour reprendre les termes dudit instrument.

10. La présence simultanée de deux actions pétitoires contraires avec une action possessoire aura contribué à créer la confusion. Dans la présente affaire, ces différences étaient intimement liées au fond du droit procédural. On peut, en effet, au niveau procédural concevoir une solution portant sur le possessoire, en raison de sa nature. Mais, s'agissant du pétitoire, les questions se posent en termes différents. On a eu affaire à une opposition entre une action en revendication et une action en négation portant sur le titre de souveraineté et le traité de 1928. Les Parties ne s'y sont pas méprises, compte tenu de la place réservée à la question de la

would be an abuse of process to seek to re-open before the courts an issue which had already been resolved and to challenge the rights that had been established. Challenging the very basis of those rights then becomes a question associated with the legal merits; it would not be limited to merely touching upon these, but would go to the very substance of the right of the Applicant. Since the right of action before the Court has a consensual basis, it is the consent of the Parties which allows the Court to exercise its jurisdiction.

8. By regarding as exclusively preliminary in nature the first part of the reply to the first preliminary objection concerning the territorial status of the three islands, so as to settle the dispute on that subject by conventional means, the Judgment incidentally disposes of Nicaragua's fourth submission on the merits. The Judgment has ruled directly on the question of the validity of the Treaty at the preliminary objections stage. Relying upon Article XXXIV of the Pact of Bogotá in order to declare the controversy ended was conceivable, if the nullity of the Treaty as defective had not been claimed as a separate formal submission. The formalistic analysis pursued in the Judgment does not accurately reflect the overall structure of Nicaragua's claim, and the Judgment does not consider the real links between the first and fourth submissions.

9. Nicaragua, in its first submission, was asking the Court to protect its possession. The request is for a ruling on a possessory claim, its sovereignty over the three islands and the appurtenant islets and cays, and is an independent submission, aimed at establishing whether or not it holds a valid legal title. Here, though, Nicaragua's possessory action was accompanied by a petitory one. In the main proceedings, the Applicant is questioning the basis in law: by claiming the nullity of the 1928 Treaty, Nicaragua is asking the Court to reply to a dual question — is there a territorial title, and who holds it? For the same 1928 Treaty is claimed by Colombia as providing a legal title to San Andrés, Providencia and Santa Catalina.

Nicaragua has combined two actions. Colombia opposed this request with a negative petitory action, seeking the implicit recognition by the Court, at the incidental proceedings stage, of the validity of the 1928 Treaty, with the inferred consequence that the controversy between the Parties shall be declared ended, to use the words of the Pact of Bogotá.

10. The simultaneous presence of two conflicting petitory actions and a possessory action will have helped to create confusion. In this case, these disagreements were closely linked to the substance of the procedural law. Indeed, at a procedural level one can envisage a solution dealing with the possessory aspect, because of its nature. As regards the petitory aspect, however, the questions are framed in different terms. In relation to sovereign title and the 1928 Treaty, the Court was faced with one action in the form of a claim and another contradicting it. The Parties made no mistake in this respect, as reflected by the importance

nullité et de la validité du traité de 1928 dans les échanges. Ce débat a mis en cause le fond du droit litigieux sur la souveraineté.

La Cour, en déboutant le Nicaragua de son action tant possessoire que pétitoire et en acceptant la demande de la Colombie, a assuré la continuité de ce cumul d'actions. Par une décision unique, la possession souveraine et le titre de souveraineté ont été tranchés. Elle a ainsi considéré que la question de la souveraineté sur les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina était réglée par le traité de 1928, sans relever que les actions des Parties, apparemment procédurales, étaient liées au double aspect de l'objet du différend sur ce point. En procédant de ce fait, l'arrêt a implicitement tranché une question qui constituait une partie de l'objet du différend : la validité du titre territorial. Dès lors, le problème se pose de savoir si un traité frappé de nullité *ex tunc* et non *ex nunc* peut être toujours considéré comme en vigueur, en particulier en 1948, ainsi qu'à la date de l'introduction de la requête. La prise en compte, décrite dans l'arrêt, du comportement du Nicaragua est un élément de paramètre incontournable pour déterminer si le traité était en vigueur aux yeux du demandeur, mais, dans la mesure où l'exception vise la nullité et non l'opposabilité dudit traité, l'arrêt tranche un argument portant sur le fond du droit. Cependant, il est aberrant de concevoir un seul instant qu'un traité puisse être en vigueur s'il est entaché de nullité, nonobstant les dispositions de l'article VI du pacte de Bogotá.

11. Dans ces conditions, la première exception préliminaire ne pouvait pas avoir un caractère exclusivement préliminaire.

12. Le cumul d'actions a eu pour conséquence le choix du seul pacte de Bogotá comme base de compétence, avec pour effet la clôture du différend entre les Parties et le non-lieu à statuer sur la seconde base : les clauses optionnelles de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

13. Le non-lieu décidé par l'arrêt requiert des explications complémentaires. La juridiction internationale est libre de choisir, parmi les bases proposées, celle qui lui paraît la plus appropriée pour l'exercice de sa compétence ; encore y a-t-il lieu d'expliquer les raisons de la préférence. Sur le plan politique, le pacte de Bogotá est plausible, mais, sur le plan juridique et judiciaire, la Cour, face à la conclusion à laquelle est parvenu l'arrêt, devait pratiquer le test de non-conflit, alors que deux bases autonomes de compétence étaient revendiquées. Le droit d'accès à la Cour est soumis à des conditions strictes, d'une part fixées par le Statut et le Règlement et de l'autre développées par la jurisprudence. L'impérativité caractérise le droit et l'exercice de la compétence judiciaire de la Cour ; lorsque les conditions requises sont satisfaites, la Cour au contentieux ne peut disposer de sa propre compétence. Aussi devait-elle en l'espèce s'assurer de l'absence de risque de conflit de décisions. Telle aurait été la situation si l'examen des déclarations optionnelles respectives avait abouti à une conclusion différente : le caractère non exclusivement préliminaire de la première exception.

given in their exchanges to the issue of the nullity or validity of the 1928 Treaty. This debate brought into question the substance of the law on sovereignty that is in dispute.

The Court, by dismissing Nicaragua's possessory and petitory actions and acceding to Colombia's request, has preserved intact this combination of actions. By a single decision, both sovereign possession and the title to sovereignty have been determined. It has thus taken the view that the question of sovereignty over the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina was settled by the 1928 Treaty, without noting that the seemingly procedural actions of the Parties were linked to the dual nature of the dispute's subject-matter in this respect. By adopting this approach, the Judgment has implicitly decided an issue which formed part of the subject-matter of the dispute: the validity of the territorial title. Consequently, the question arises of whether a treaty rendered null and void *ex tunc* and not *ex nunc* may still be regarded as in force, in particular in 1948 and on the date the Application was filed. The Judgment's consideration of Nicaragua's conduct is an essential parameter for determining whether the Treaty was in force in the eyes of the Applicant, but inasmuch as the objection concerns the nullity and not the opposability of the said Treaty, the Judgment decides an argument relating to the legal merits. However, it is absurd to think for a moment that a treaty could be in force if it is flawed by nullity, notwithstanding the provisions of Article VI of the Pact of Bogotá.

11. In these circumstances, the first preliminary objection could not possess an exclusively preliminary character.

12. The result of the combination of actions has been the choice of the Pact of Bogotá alone as the basis of jurisdiction, the effect of which has been the ending of the controversy between the Parties and the decision not to entertain the second basis: the optional clauses of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

13. This latter decision in the Judgment requires some further explanation. An international court is free to choose from among the proposed bases the one which seems to it the most appropriate for the exercise of its jurisdiction; even so, the reasons for its preference have to be explained. In political terms, the Pact of Bogotá is plausible, but in legal and judicial terms, the Court, in view of the conclusion reached in the Judgment, needed to apply the test of non-conflict, in a situation where two independent bases of jurisdiction were being claimed. The right of access to the Court is subject to strict conditions, on the one hand laid down by the Statute and the Rules of Court, and on the other developed through its jurisprudence. The law and the exercise of the Court's jurisdiction are of a peremptory nature; when the necessary conditions are met in contentious proceedings, the Court may not dispose of its own jurisdiction. In this case, therefore, it needed to ensure that there was no risk of conflict in its decisions. That would have been so if the consideration of the respective optional declarations had reached a different conclusion: that the first objection did not possess an exclusively preliminary character.

14. Au paragraphe 138, l'arrêt oppose à l'applicabilité de la clause optionnelle l'absence de différend juridique dans le sens où l'arrêt l'entend. Logiquement, sur le plan théorique, la clause optionnelle peut encore être utile. Le différend sur les îles étant considéré comme résolu par l'arrêt par un traité déjà déclaré «valide», la Cour dispose-t-elle d'une compétence pour revenir, d'une autre manière, sur une question déjà tranchée?

A cette question, il était indispensable de donner une réponse non équivoque pour écarter un conflit possible de décision.

Les problèmes ainsi évoqués et toute l'argumentation exposée par les Parties confirment le caractère non exclusivement préliminaire de la première exception soulevée par la Colombie.

(Signé) Raymond RANJEVA.

14. In paragraph 138, the Judgment sets against the applicability of the optional clause the absence of a legal dispute in the sense understood by the Judgment. Logically, in theoretical terms, the optional clause may still be of use. Since the dispute over the islands is regarded as settled in the Judgment by a treaty which has already been declared “valid”, does the Court have jurisdiction to return, by other means, to a matter which has already been decided?

It was essential to give an unequivocal answer to this question in order to eliminate a possible conflict of decisions.

The issues thus described and all the arguments set out by the Parties confirm that the first preliminary objection raised by Colombia does not possess an exclusively preliminary character.

(Signed) Raymond RANJEVA.
